

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Impérialisme français, relations internationales (France) > Françafrique / Océan Indien occidental (France) > **Intervention française au Mali : réaction de JL Mélenchon, du PCF et de la GA**

Intervention française au Mali : réaction de JL Mélenchon, du PCF et de la GA

samedi 12 janvier 2013, par [Gauche anticapitaliste \(France\)](#), [MELENCHON Jean-Luc](#), [PCF](#) (Date de rédaction antérieure : 13 janvier 2013).

Communiqué de Jean-Luc Mélenchon

Député européen

A propos de l'intervention au Mali

L'intérêt d'une intervention militaire extérieure pour régler le problème posé au nord du Mali est discutable.

En décider alors que les intérêts fondamentaux de la France ne sont pas en cause, selon le chef de l'Etat lui-même, et alors que les troupes africaines sont engagées, est discutable.

En décider seul, sans en saisir préalablement ni le gouvernement, ni le Parlement, est condamnable.

11 janvier 2013

PCF - Mali : « L' intervention militaire française comporte de grands risques de guerre »

Le PCF partage l'inquiétude des maliens devant l'offensive armée des groupes djihadistes vers le sud de leur pays. Ces groupes islamistes radicaux, avec leurs pratiques violentes, ont montré le danger qu'ils représentent pour la dignité humaine, pour les libertés, la justice et la stabilité du Mali et de toute la région.

Le PCF exprime une nouvelle fois son inquiétude devant la nouvelle et grave situation créée par la reprise de la confrontation armée au Mali. L'intervention militaire française comporte de grands risques de guerre et d'enlèvement sans véritable solution durable pour le peuple malien et pour la reconstruction du pays. Cette intervention, suscite l'angoisse légitime des familles des otages car la vie de ceux-ci est sérieusement mise en danger. On sait d'ailleurs que Denis Alex, retenu en otage en Somalie, a été assassiné par ses « geôliers » suite à une opération de la DGSE dans la nuit de vendredi à samedi. Cela montre quels sont les périls dramatiques et les limites de ces opérations militaires.

Le PCF rappelle que la réponse à la demande d'aide du Président du Mali aurait du s'inscrire dans le cadre d'une mission de l'ONU et de l'Union africaine, réalisée sous drapeau de l'ONU, par des forces maliennes et africaines, dans le strict respect de la Charte des Nations-Unies, dans les limites

imposées par l'exigence de la souveraineté malienne. La France, ancienne puissance coloniale, ne peut apparaître comme voulant poursuivre les pratiques dominatrices de la « françafrique ». Cette intervention militaire n'efface pas la nécessité de la recherche d'une solution politique et d'un dialogue avec les groupes de la rébellion non liés au terrorisme et respectueux de l'intégrité territoriale du Mali. C'est ce que demandent les résolutions de l'ONU.

Le PCF demande que les autorités françaises répondent aux lourdes questions posées par une intervention militaire déclenchée sur décision

PCF : « C'est le Mali qu'il faut reconstruire »

Le PCF exprime sa grande inquiétude devant la dégradation de la situation au Mali, la reprise de la confrontation militaire, l'offensive des groupes armés djihadistes. Tout doit être entrepris pour aider le Mali à sortir de la crise et éviter toute initiative déstabilisatrice pour le pays et l'ensemble de la région.

C'est le Mali qu'il faut reconstruire : son armée, ses institutions, sa souveraineté, et les conditions politiques, économiques et sociales de son développement. C'est en agissant dans cette voie que ce pays ami pourra surmonter la crise extrêmement grave qu'il traverse, reconquérir les territoires du Nord aujourd'hui aux mains de groupes armés rebelles aux pratiques inhumaines -et souvent liés aux réseaux du crime organisé- que le PCF condamne.

Une des conditions d'une telle reconstruction est la recherche déterminée d'un consensus politique national sur une solution nationale véritable, seul moyen d'asseoir une légitimité gouvernementale et une capacité d'action dans la durée. Le patriotisme et l'impatience compréhensibles qui s'expriment dans les rues de Bamako sont un atout pour une telle option. Si l'urgence devait commander la mise en place d'un dispositif capable d'arrêter l'offensive armée des groupes djihadistes, c'est sous le drapeau de l'ONU, dans le cadre d'une mission clairement définie, dans le respect des principes de la Charte des Nations Unies, que des forces africaines et notamment maliennes, devraient être engagées.

La mise en œuvre d'une telle opération est immédiatement possible mais elle ne peut faire obstacle au dialogue nécessaire, pour une solution politique, avec les groupes de la rébellion non liés au terrorisme et respectueux de l'intégrité territoriale du Mali, avec le maximum d'acteurs concernés. C'est d'ailleurs ce que demandent les résolutions de l'ONU. Il faut respecter le peuple malien et l'aider à construire lui-même son avenir.

Gauche anticapitaliste

La France ne doit pas intervenir militairement au Mali

Répondant à un appel du président malien, Dioncouda Traoré, F. Hollande a officiellement annoncé que la France interviendrait militairement en soutien et au côté de l'armée malienne.

Ceci sans aucun débat préalable au sein du Parlement !

Cette demande fait suite à une offensive militaire des groupes islamistes.

En effet, rompant avec un processus de négociation entamé au Burkina Faso et en Algérie, et auxquels ils participaient, les groupes islamistes armés avec Ansar Dine, Aqmi, Mujao ont décidé de conquérir le sud du Mali et de marcher sur Bamako, la capitale.

Les témoignages se sont multipliés sur les sévices que les islamistes infligent, au nom de la charia, à la population qui n'a pas pu fuir : mutilations, châtiments corporels, violences à l'égard des femmes, police des moeurs, etc.

Ces exactions doivent être combattues.

Mais, pour la Gauche anticapitaliste, membre du Front de gauche, la France ne doit pas intervenir militairement au Mali. C'est une ancienne puissance coloniale qui a un lourd passé dû aux nombreuses interventions militaires au titre de la Françafrique.

La France porte une lourde responsabilité dans la situation politique, sociale et économique que connaît aujourd'hui le Mali.

D'ailleurs, l'ONU avait mandaté les pays africains pour mettre sur pied une force d'intervention.

Il faut, par contre, apporter aide, soutien et moyens aux populations maliennes pour faire échec aux islamistes.

Le 13 janvier 2013.
